

**Enquête auprès des populations du  
bassin versant du Vidourle pour  
apprécier leur sensibilité au risque  
d'inondation et aux actions de prévention  
durable**

---

**Rapport de synthèse**

**Octobre 2004  
Etude n°Q104**

**Contacts BVA :**

Jean-Philippe LESNE  
Lucie VOISIN

## Sommaire

<b>1 INTRODUCTION.....</b>	<b>2</b>
1.1 Rappel du contexte et des objectifs .....	2
1.2 Méthodologie suivie : enquête ad'hoc auprès des résidents .....	2
1.3 Caractéristiques de l'échantillon.....	3
<b>2 INONDATIONS ET PERCEPTIONS DU RISQUE.....</b>	<b>6</b>
<b>3 INONDATIONS ET SOURCES D'INFORMATIONS.....</b>	<b>17</b>
<b>4 MESURES FACE AUX INONDATIONS .....</b>	<b>23</b>
<b>5 MESURES PRISES SUITES AUX INONDATIONS .....</b>	<b>27</b>

# 1 INTRODUCTION

---

## 1.1 RAPPEL DU CONTEXTE ET DES OBJECTIFS

Les crues répétées du Vidourle causant de terribles dégâts matériels et humains ont conduit à une prise de conscience forte des pouvoirs publics, via un plan d'action spécifique, le « Plan Vidourle », qui poursuit deux objectifs:

- ⇒ la mise en œuvre de mesures concrètes de réduction du risque
- ⇒ l'instauration d'une « culture du risque » (ou sa restauration) ou plus certainement d'une « culture de la prévention », au sein de la population.

Ce qui s'accompagne de la nécessité d'informer, sensibiliser, communiquer, y compris sur les actions techniques engagées (travaux).

Dans ce contexte, le but assigné à l'étude est double :

- ⇒ fournir un « état zéro » de la culture locale sur le sujet, en cernant la sensibilité actuelle de l'ensemble de la population du bassin versant vis à vis du risque d'inondation et de sa gestion
- ⇒ permettre d'évaluer d'ici trois ans la pertinence et l'efficacité des efforts engagés (aspect baromètre).

## 1.2 METHODOLOGIE SUIVIE : ENQUETE AD'HOC AUPRES DES RESIDENTS

La collecte d'information s'est effectuée par téléphone courant octobre 2004 auprès d'un échantillon de 500 foyers résidents de la zone étudiée.

Afin de disposer d'un nombre suffisant d'interviews nous avons construit un échantillon stratifié selon le risque d'inondation auquel étaient exposées les communes, réparti en fort, moyen et faible (répartition communiquée par le commanditaire de l'étude).

A l'intérieur de chaque strate la représentativité était assurée sur les variables :

- âge de l'interviewé
- catégorie socio-professionnelle du chef de famille,
- statut d'occupation du logement (propriétaire, locataires).

### 1.3 CARACTERISTIQUES DE L'ECHANTILLON

Quelques écarts pouvant apparaître par rapport à la structure théorique de la population, il est procédé à un redressement sur ordinateur. Ce programme calcule des coefficients de pondération permettant d'ajuster la structure recherchée. Chaque strate citée précédemment s'est donc vue attribuée son poids effectif sur l'ensemble des communes du bassin de Vidourle.

Base : 501	Base non pondérée	% non pondéré	Base pondérée	% pondéré*
<b>Total</b>	<b>501</b>	<b>100</b>	<b>501</b>	<b>100</b>
<b>Risque d'inondation du lieu d'habitation</b>				
Faible	100	20,0	83	16,6
Moyen	148	29,5	171	34,1
Fort	253	50,5	247	49,3
<b>Age du chef de famille</b>				
18 - 34 ans	71	14,4	83	16,6
35 - 64 ans	290	58,8	270	53,8
65 ans et plus	132	26,8	148	29,6
<b>CSP du chef de famille</b>				
Agriculteur	10	2,0	10	2,1
Artisan, commerçant, chef d'entreprise, cadre ou profession intellectuelle supérieure	59	11,8	53	10,6
Profession intermédiaire	59	11,8	53	10,6
Employé, personnel de service	95	19,0	89	17,7
Ouvrier	92	18,4	87	17,4
<b>Statut par rapport à l'habitation</b>				
Locataire	219	43,7	203	40,5
Propriétaire	282	56,3	298	59,5
<b>Type d'habitation</b>				
Maison sans étage	123	24,6	130	25,9
Maison avec étage	253	50,5	250	49,9
Appartement avec une ou plusieurs pièce(s) en rez-de-chaussée	52	10,4	53	10,5
Appartement situé plus haut que le rez-de-chaussée	72	14,4	67	13,4
<b>Lieu d'habitation</b>				
En centre-ville	173	34,5	176	35,1
En lotissement	182	36,3	181	36,1
Dans une zone isolée (mas, hameau)	133	26,5	132	26,4
<b>Sexe de l'interviewé</b>				
Homme	188	37,5	190	37,9
Femme	313	62,5	311	62,1

\* : Les sommes des pourcentages pourront parfois être différentes de cent du fait des non-réponses.

Base : 501

	Base non pondérée	% non pondéré	Base pondérée	% pondéré*
<b>Total</b>	<b>501</b>	<b>100</b>	<b>501</b>	<b>100</b>
<b>Durée d'habitation dans le département (Hérault ou Gard)</b>				
1 an ou moins	16	3,2	16	3,1
2 ans	15	3,0	14	2,7
3 ans	14	2,8	13	2,6
4 ans	16	3,2	14	2,9
5 ans	17	3,4	19	3,7
6 à 10 ans	54	10,8	53	10,6
11 à 15 ans	40	8,0	39	7,8
16 à 20 ans	49	9,8	47	9,3
21 à 25 ans	36	7,2	36	7,3
26 à 30 ans	28	5,6	32	6,4
Plus de 30 ans	216	43,1	219	43,7
<b>Durée d'habitation dans la commune</b>				
1 an ou moins	38	7,6	37	7,3
2 ans	21	4,2	21	4,1
3 ans	28	5,6	26	5,2
4 ans	23	4,6	21	4,2
5 ans	23	4,6	26	5,1
6 à 10 ans	74	14,8	74	14,7
11 à 15 ans	49	9,8	45	9,0
16 à 20 ans	47	9,4	46	9,1
21 à 25 ans	35	7,0	36	7,2
26 à 30 ans	26	5,2	27	5,3
Plus de 30 ans	137	27,3	144	28,7

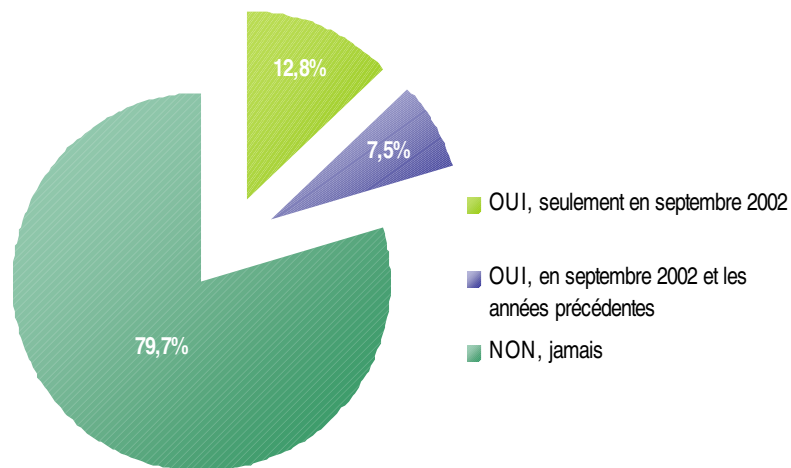
\* : Les sommes des pourcentages pourront parfois être différentes de cent du fait des non-réponses.

**- RESULTATS DETAILLES -**

## 2 INONDATIONS ET PERCEPTIONS DU RISQUE

✓ Dans votre habitation actuelle, avez-vous subi une ou des inondations ?

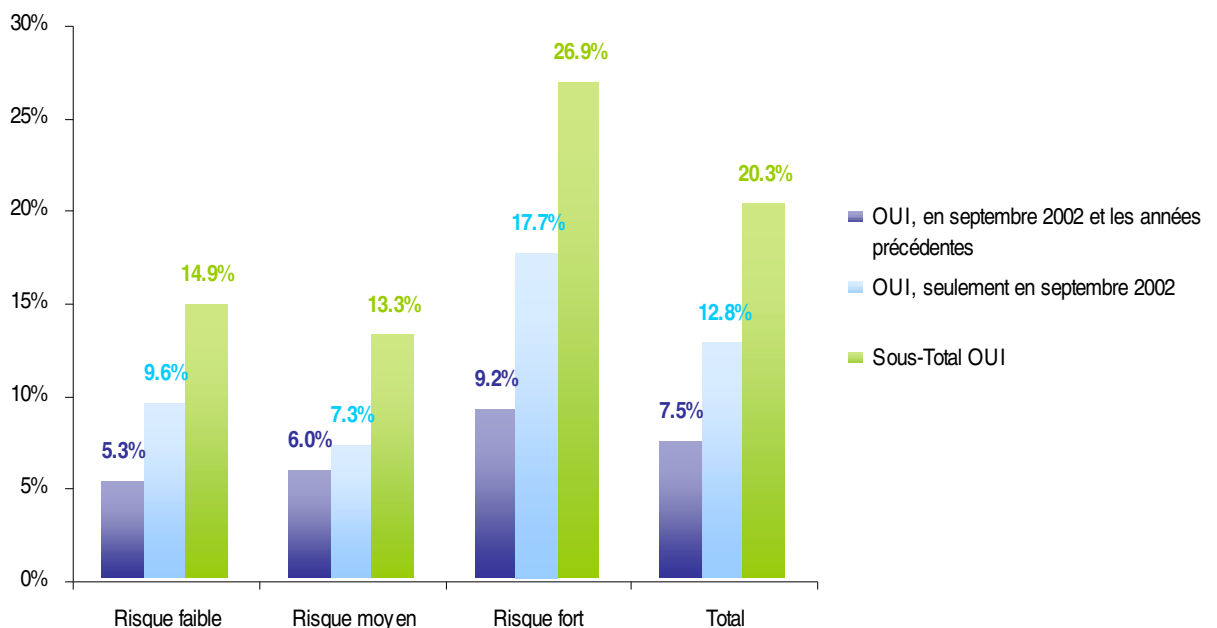
Base : Population totale – 501 individus.



20% des personnes interrogées ont déjà subi au moins une inondation.

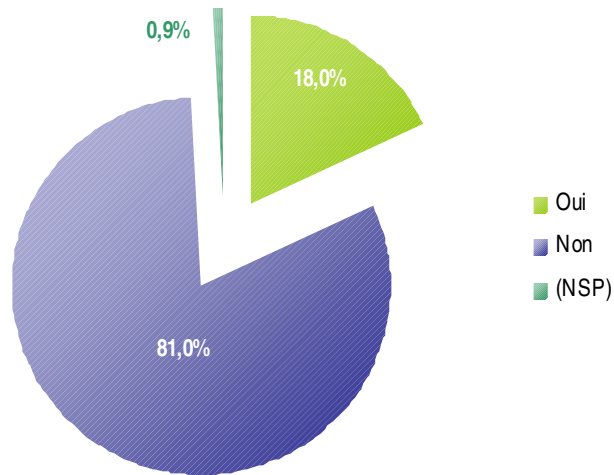
On peut noter par ailleurs un écart significatif en fonction de la zone d'habitation : de nombreuses personnes habitant en zone fortement exposée ont vécu des inondations en septembre 2002 seulement (18%). A l'inverse, très peu de personnes habitant en zone à risque moyen ont subi ces inondations.

### → Inondations selon la zone d'exposition de la commune



- ✓ Avant de subir pour la première fois une inondation dans votre domicile actuel, saviez-vous que votre habitation pouvait être inondée ?

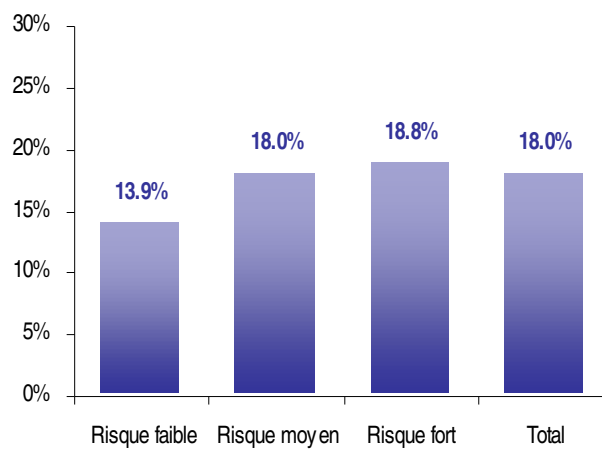
Base : les personnes ayant subi au moins une inondation – 100 individus.



Plus de 80% des personnes sinistrées n'avaient pas conscience, avant l'inondation, d'habiter dans une zone à risque. Cette proportion est valable quel que soit le degré de risque de la zone, l'âge du chef de famille ou encore le fait d'être ou non propriétaire de son logement.

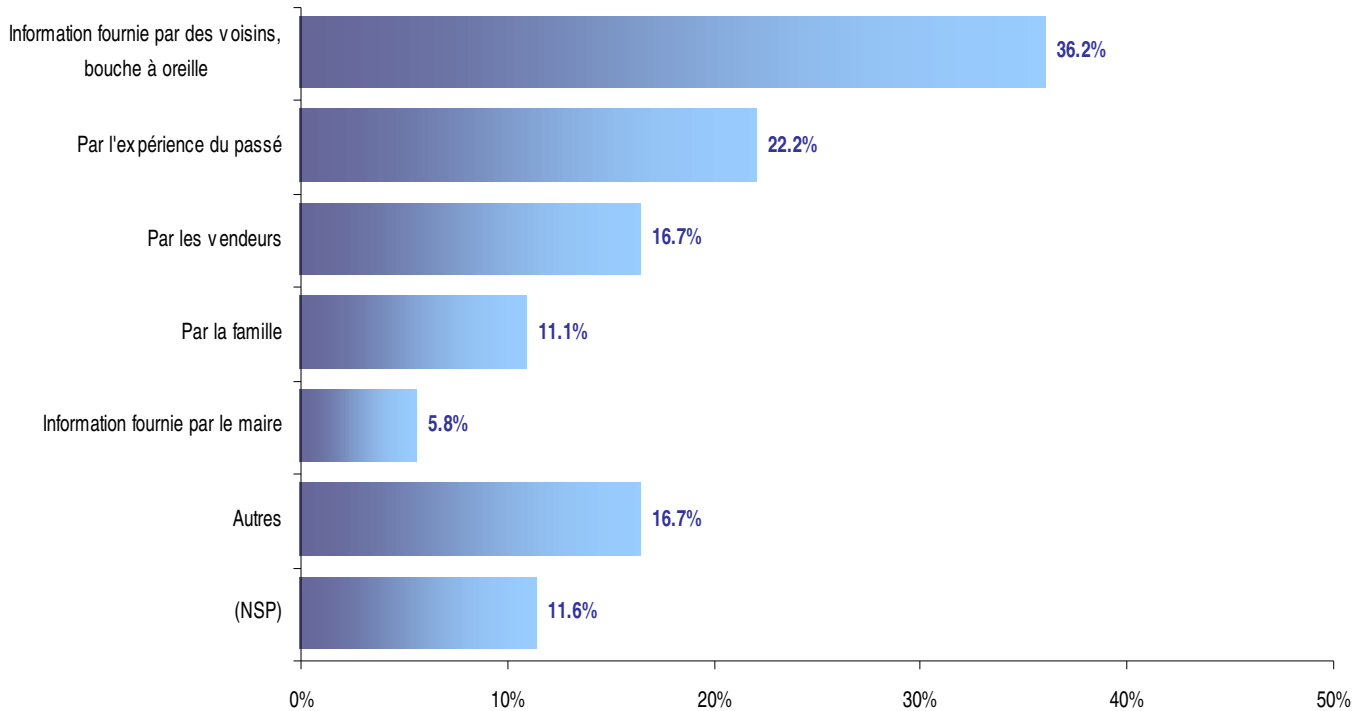
→ **Connaissance du risque d'inondation du logement avant la première inondation, selon la zone d'exposition de la commune**

(en % de « Oui »)



✓ **Comment l'aviez-vous appris ?**

Base : Les personnes ayant subi au moins une inondation et qui savaient que leur habitation pouvait être inondée – 18 individus.



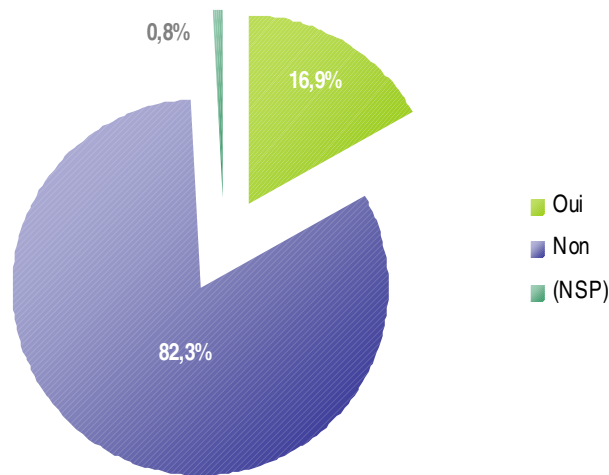
Pour les habitants qui étaient conscients de leur exposition au risque d'inondation, l'information avait été transmise le plus souvent par le réseau d'amis.

Les documents tels que le POS, le PPR et les cartes disponibles sur Internet (DDE/DIREN) ne constituent pas des sources d'informations du point de vue des interviewés.

Il convient toutefois d'interpréter ces chiffres avec prudence car la taille de l'échantillon pour cette question est réduite.

✓ Selon vous, êtes-vous en zone inondable ?

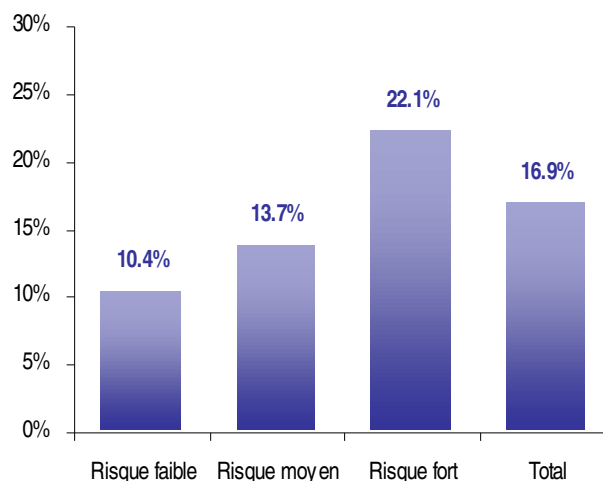
Base : Les personnes n'ayant jamais subi d'inondation dans leur habitation actuelle – 401 individus.



17% des personnes n'ayant jamais subi d'inondation se considèrent en zone inondable. La proportion atteint 22% chez les habitants des zones à haut risque et les occupants locataires de leur logement, ce qui représente un écart significatif par rapport à la moyenne.

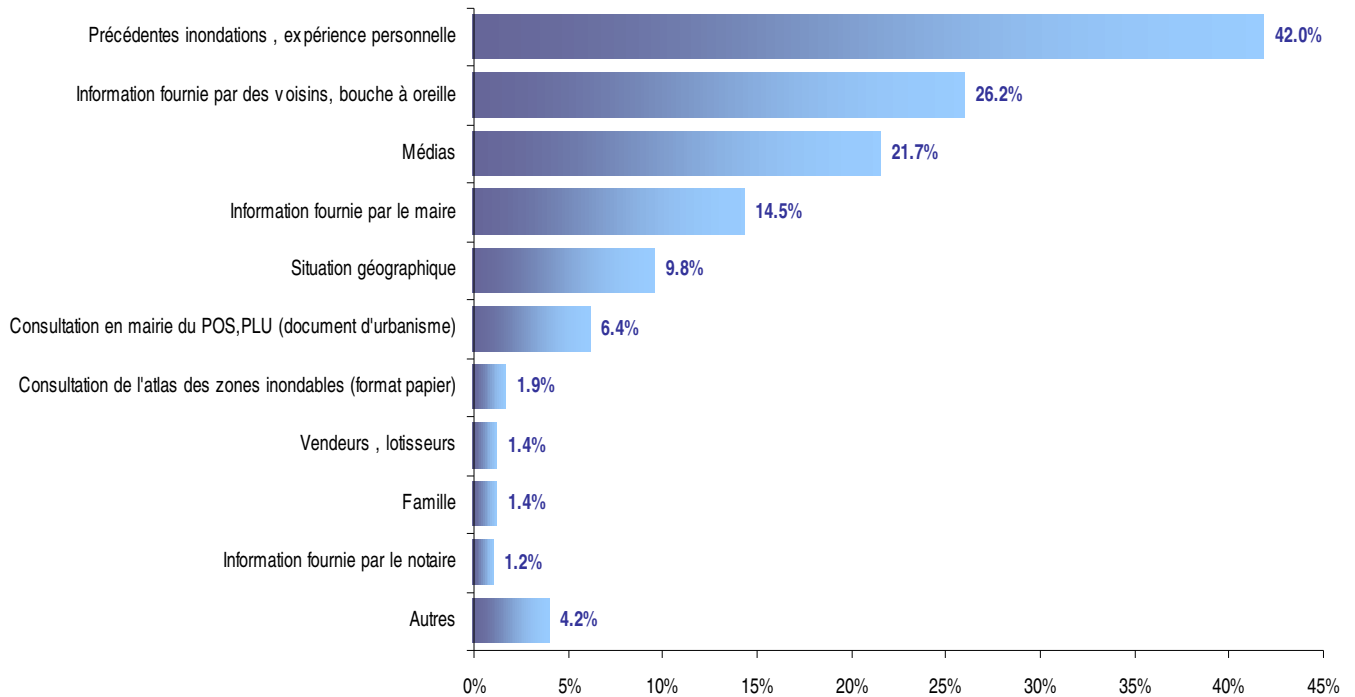
→ Perception du risque d'inondation selon la zone d'exposition de la commune

(en % de « Oui »)



✓ **Comment l'aviez-vous appris ?**

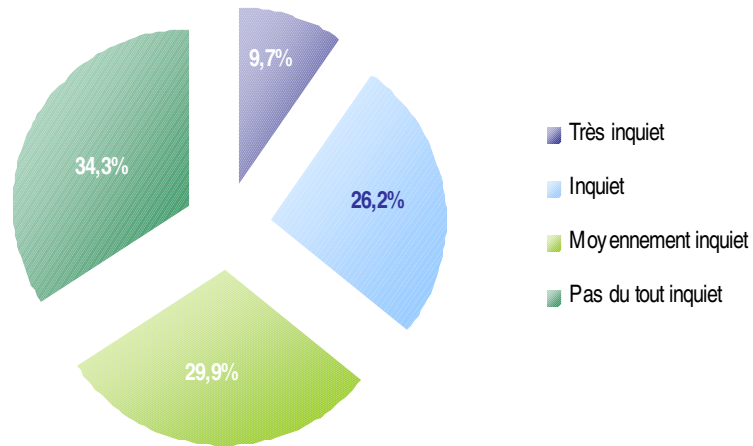
Base : Les personnes n'ayant jamais subi d'inondation dans leur habitation actuelle mais qui savent qu'elles habitent en zone inondable – 68 individus.



Les principales sources d'information utilisées par les personnes n'ayant jamais subi d'inondation relèvent davantage de leur vécu ou entourage que des « sources officielles ». En effet, l'expérience personnelle est de loin la source d'information la plus courante. Elle est d'ailleurs suivie par le bouche-à-oreille. Les médias arrivent en 3<sup>ème</sup> position.

A l'exception des informations fournies par le maire, classées en 4<sup>ème</sup> place, les autres sources officielles (POS, Atlas des zones inondables, ...) sont relativement peu utilisées.

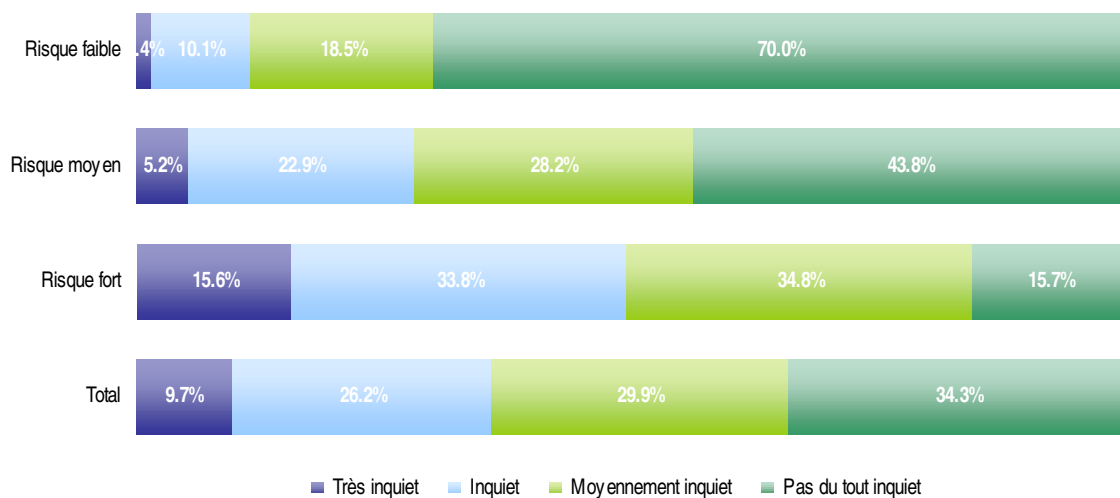
- ✓ *En ce qui concerne le risque d'inondation dans votre commune, vous diriez que vous êtes ?*  
Base : Population totale – 501 individus.



Plus d'1/3 des personnes interrogées se déclarent « inquiètes » voire « très inquiètes » vis-à-vis du risque d'inondation de leur commune.

Le niveau d'inquiétude de la population augmente de façon très significative avec le degré d'exposition au risque de la zone d'habitation : la proportion de personnes « très inquiètes » habitant en zone à haut risque est 11 fois plus élevée que pour les individus vivant en zone à risque faible. Le rapport est de 4 si l'on considère le cumul « inquiets / très inquiets ».

➔ **Niveau d'inquiétude selon la zone d'exposition de la commune**



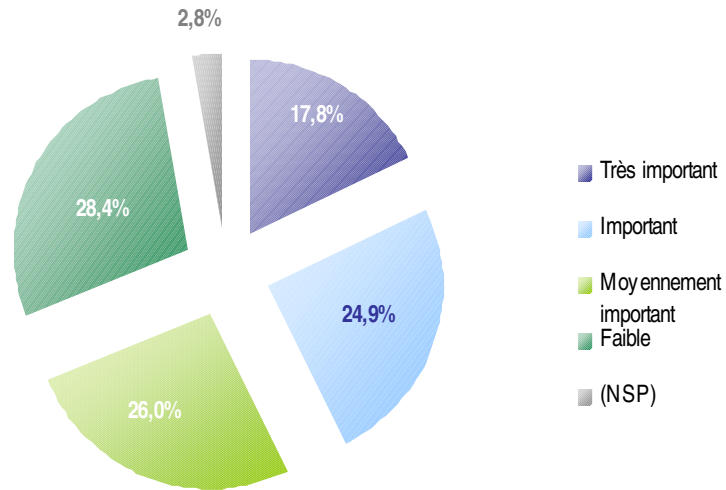
D'autres écarts moins marqués sont observés selon que le répondant est locataire ou propriétaire de son logement :

- les locataires « inquiets » sont plus nombreux que la moyenne,
- une proportion de propriétaires « pas du tout inquiets » élevée.

Le degré d'inquiétude par rapport au risque d'inondation ne varie pas significativement en fonction de l'âge.

- ✓ Par rapport aux communes voisines, vous diriez que le risque d'inondation dans votre commune est :

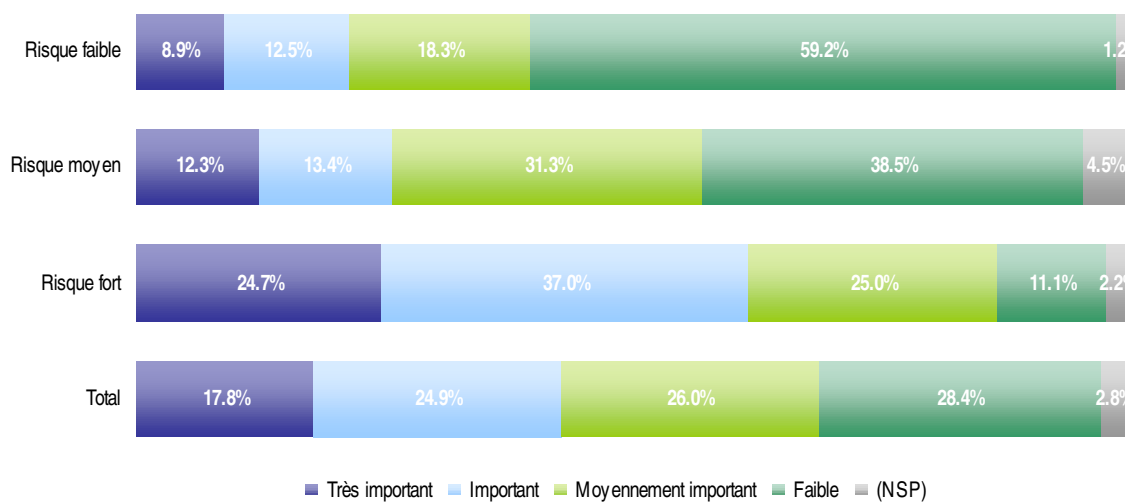
Base : Population totale – 501 individus.



La perception du risque par rapport aux communes voisines est mitigée : une personne sur deux juge que le risque d'inondation est « important » voire « très important » par rapport aux communes proches.

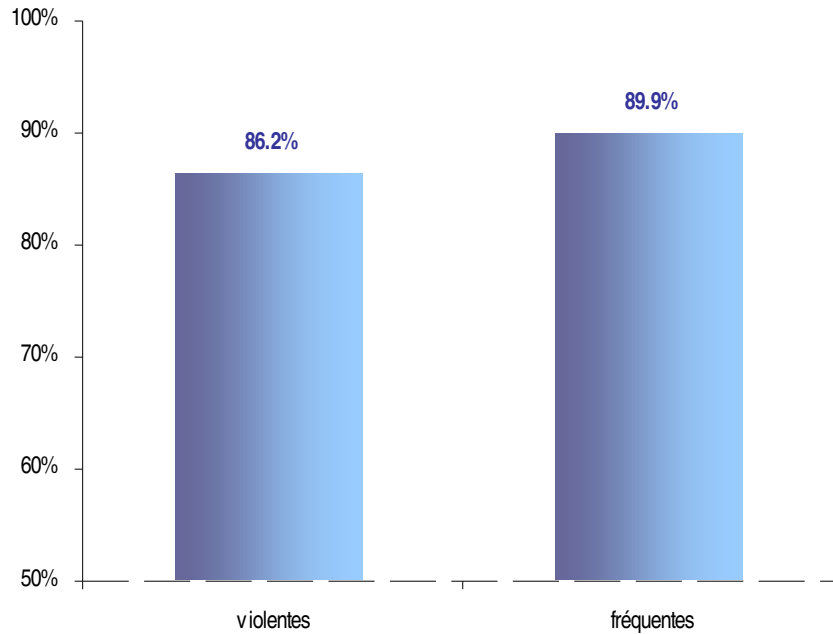
Cette proportion augmente avec le degré d'exposition au risque du lieu d'implantation.

➔ Perception du risque par rapport aux communes voisines, selon la zone d'exposition de la commune



✓ *Pensez-vous que les inondations sont plus ... que par le passé ?*

Base : Population totale – 501 individus.



La quasi-totalité des répondants trouvent que les inondations sont plus violentes et/ou fréquentes que par le passé.

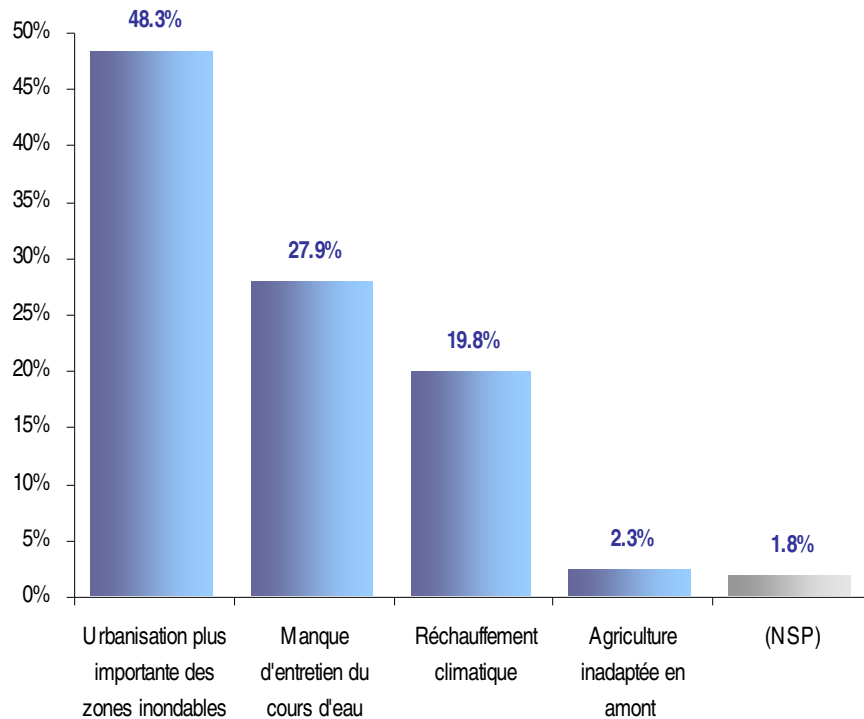
Les répondants de 65 ans et plus sont moins nombreux à percevoir une augmentation de la fréquence des inondations.

Les locataires (contrairement aux propriétaires) sont significativement plus nombreux à percevoir une dégradation de la situation en terme de fréquence.

La violence des inondations est perçue avec la même intensité quels que soient les critères pris en compte.

✓ *Quelle est selon vous la raison principale pour laquelle les inondations sont plus fréquentes et/ou violentes que par le passé ?*

*Base : Les personnes ayant jugé les inondations plus fréquentes et/ou violentes qu'auparavant – 437 individus.*

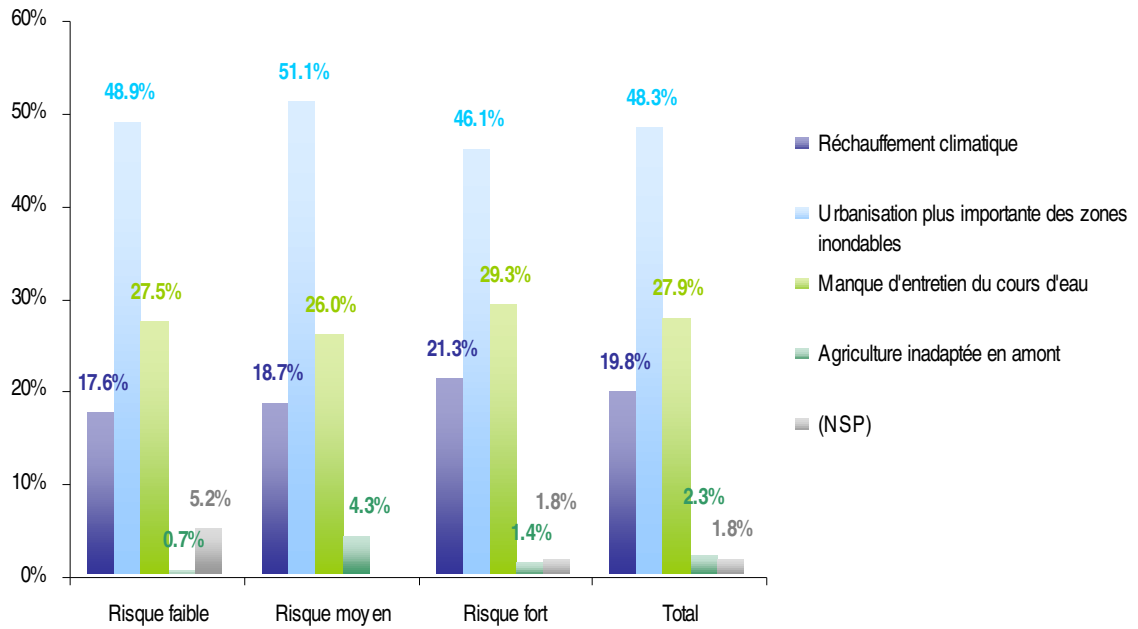


Près de la moitié des répondants expliquent l'augmentation de la fréquence et de la violence des inondations par l'urbanisation des zones à risque. Le manque d'entretien des cours d'eau est la deuxième raison la plus souvent évoquée, elle est surtout avancée par les 65 ans et plus.

Le réchauffement climatique est la troisième explication envisagée.

En revanche, les effets de l'activité agricole sont faiblement mis en cause par les habitants (à hauteur de 2%).

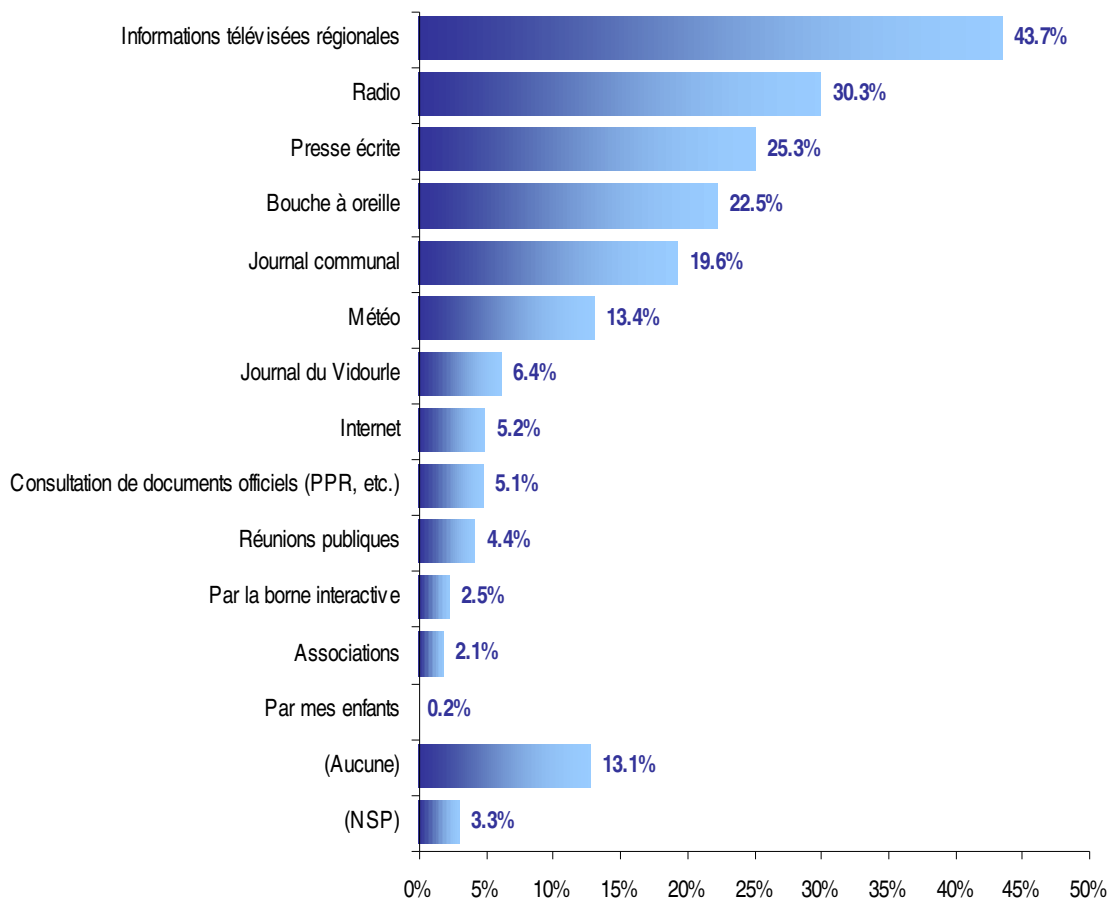
Ces différentes justifications conservent le même classement à l'intérieur de chaque zone de risque :



### 3 INONDATIONS ET SOURCES D'INFORMATIONS

- ✓ *Au quotidien et en dehors des périodes de crise, pouvez-vous me donner toutes les sources d'information (collectives ou personnelles) que vous utilisez, même occasionnellement, pour vous informer sur le sujet des inondations dans le bassin du Vidourle ?*

Base : Population totale – 501 individus.



En matière de recherche d'informations, les habitants privilégient de façon très nette les informations télévisées régionales qui regroupent plus de 40% des répondants. Toutefois cette proportion est significativement plus faible chez les 65 ans et plus.

Les autres grands médias, tels que la radio et la presse occupent la 2<sup>ème</sup> et la 3<sup>ème</sup> place des sources les plus consultées.

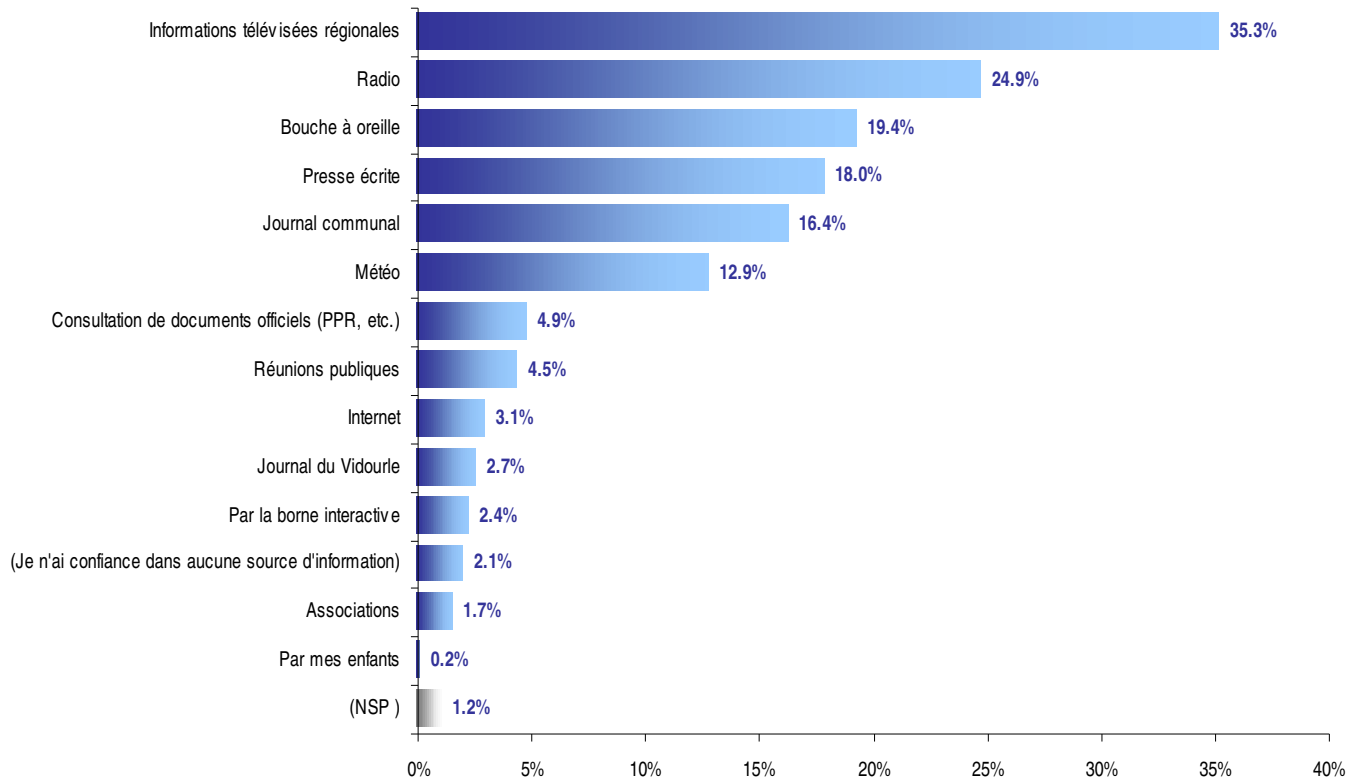
On peut noter par ailleurs que les réunions publiques regroupent de façon plus marquée les personnes habitant dans des zones à haut risque.

Les bulletins météo sont consultés de façon différente selon l'âge : les plus jeunes (18-34 ans) les utilisent à plus de 20% contrairement aux plus âgés (65 ans et plus) qui les consultent à hauteur de 9% seulement, contre 13% en moyenne.

A noter que 13% des individus n'utilisent aucune source d'information en dehors des périodes d'inondation.

✓ Parmi les sources que vous venez de citer, pouvez-vous m'en donner une ou deux en qui vous avez le plus confiance ?

Base : Les personnes ayant répondu à la question précédente – 417 individus.



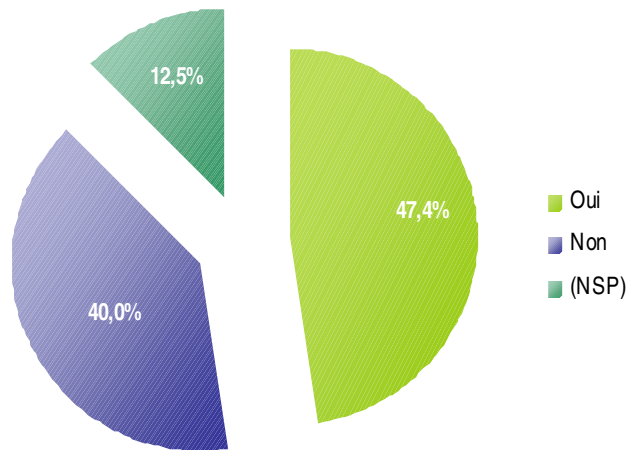
Les 5 sources d'information les plus souvent utilisées (cf page précédente) sont les 5 sources jugées les plus fiables ; il s'agit des informations télévisées régionales, de la radio, du bouche-à-oreille, de la presse écrite, du journal communal et de la météo. Ce dernier est d'ailleurs cité pour sa fiabilité par une forte proportion de 65 ans et plus.

On peut relever quelques sources qui sont relativement peu utilisées par rapport au niveau de confiance qu'elles inspirent. Il s'agit des documents officiels (PPR, etc.) et des réunions publiques.

En revanche, parmi les sources souvent utilisées mais qui perdent des places en matière de fiabilité perçue, on trouve Internet et le Journal du Vidourle. Ce dernier enregistre la chute la plus sévère.

- ✓ Savez-vous s'il existe un plan de prévention des risques d'inondations approuvé sur votre commune ?

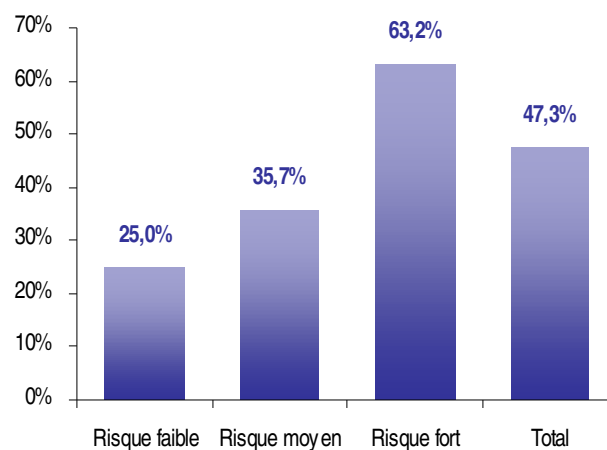
Base : Population totale – 501 individus.



Plus les répondants sont situés en zone dangereuse, plus ils sont informés de l'existence d'un plan de prévention des risques approuvé sur leur commune.

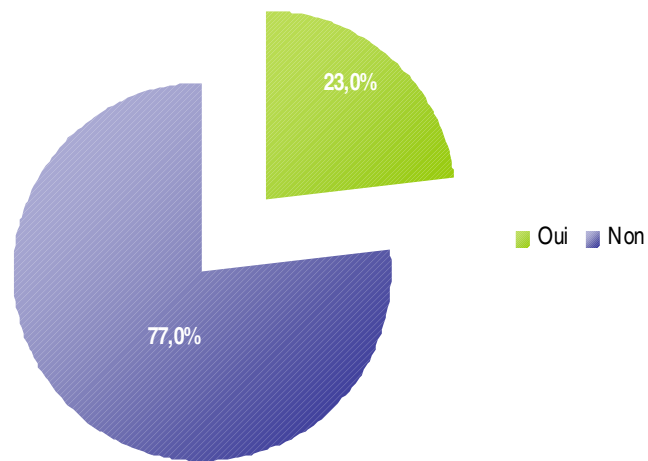
Au global, presque la moitié des personnes interrogées sont dans ce cas. Cependant, cette proportion chute à 1/3 chez les personnes situées en zone à risque moyen et à ¼ pour les habitants de zones à risque faible.

➔ **Existence du plan de prévention des risques d'inondations selon la zone de risque de la commune**



✓ *L'avez-vous déjà consulté ?*

*Base : Les personnes connaissant l'existence d'un plan de prévention sur leur commune – 236 individus.*

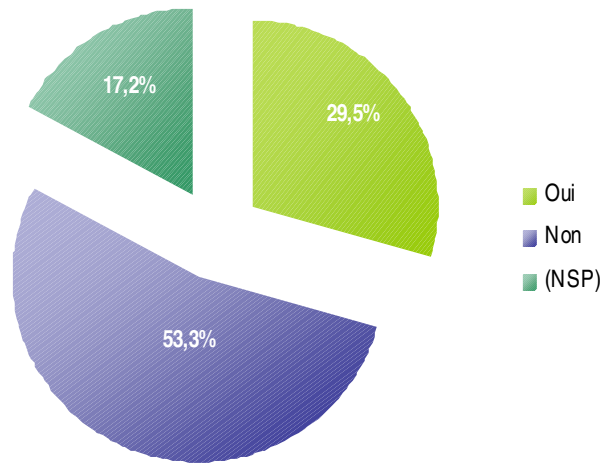


Seules 23% des personnes étant averties qu'il existe un plan de prévention sur leur commune l'ont effectivement consulté.

Ce phénomène n'est ni lié à une question d'âge, ni de statut de propriétaire ou locataire, ni du degré d'exposition au risque de l'habitation.

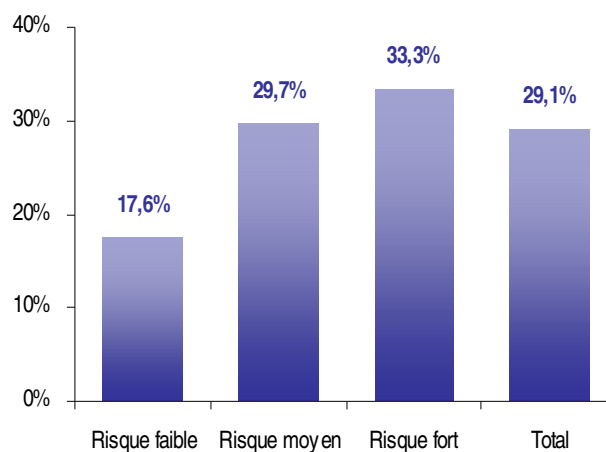
✓ **Savez-vous s'il existe un atlas des zones inondables sur votre commune ?**

Base : Population totale – 501 individus.



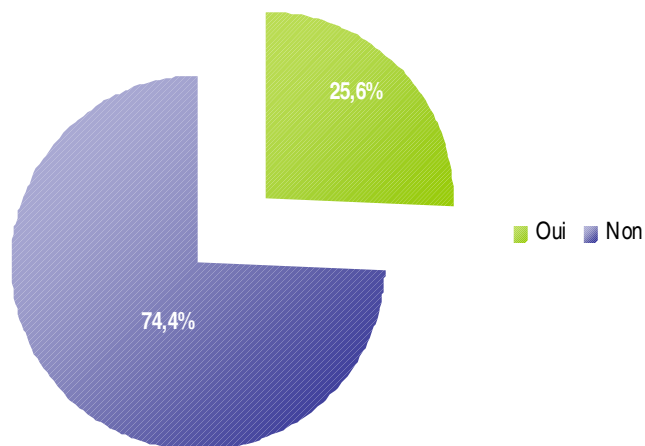
Comme pour le plan de prévention des risques approuvé par la commune, l'existence d'un atlas des zones inondables est d'autant plus connue que les personnes sont exposées au risque. En effet, seulement 18% des individus habitant en zone peu exposée connaissent l'existence d'un tel document contre 33% chez les personnes les plus exposées.

➔ **Existence d'un atlas des zones inondables selon la zone de risque de la commune**



✓ *L'avez-vous déjà consulté ?*

Base : Les personnes connaissant l'existence d'un atlas des zones inondables sur leur commune – 149 individus.

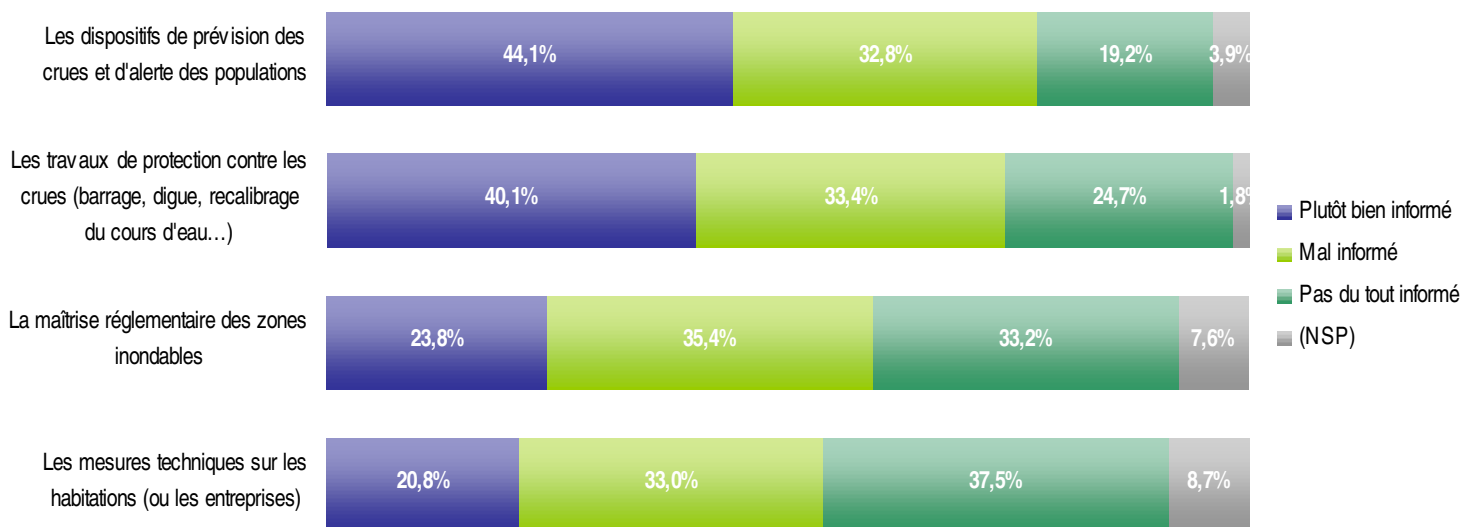


Le taux de consultation de l'atlas (¼ des personnes connaissant l'existence d'un atlas) est comparable à celui du plan de prévention vu précédemment.

Par ailleurs il ne semble exister aucun lien particulier entre le taux de consultation et l'âge, le statut (propriétaire/locataire) ou encore le degré d'exposition au risque.

## 4 MESURES FACE AUX INONDATIONS

- ✓ Je vais vous citer quatre types de mesures prises en matière de prévention ou de protection face au risque d'inondation. En dehors des périodes d'inondations, sur chacune de ces mesures, diriez-vous que vous êtes plutôt bien informé, mal informé ou pas du tout informé ? Base : Population totale – 501 individus.



D'une manière générale, les personnes se considèrent comme assez mal informées en ce qui concerne les mesures prises en matière de prévention ou de protection face au risque d'inondation.

En effet, pour les quatre mesures préventives citées, les habitants déclarant être «plutôt bien informés» sont minoritaires. On peut distinguer deux groupes de mesures selon la part de personnes « plutôt bien informées » :

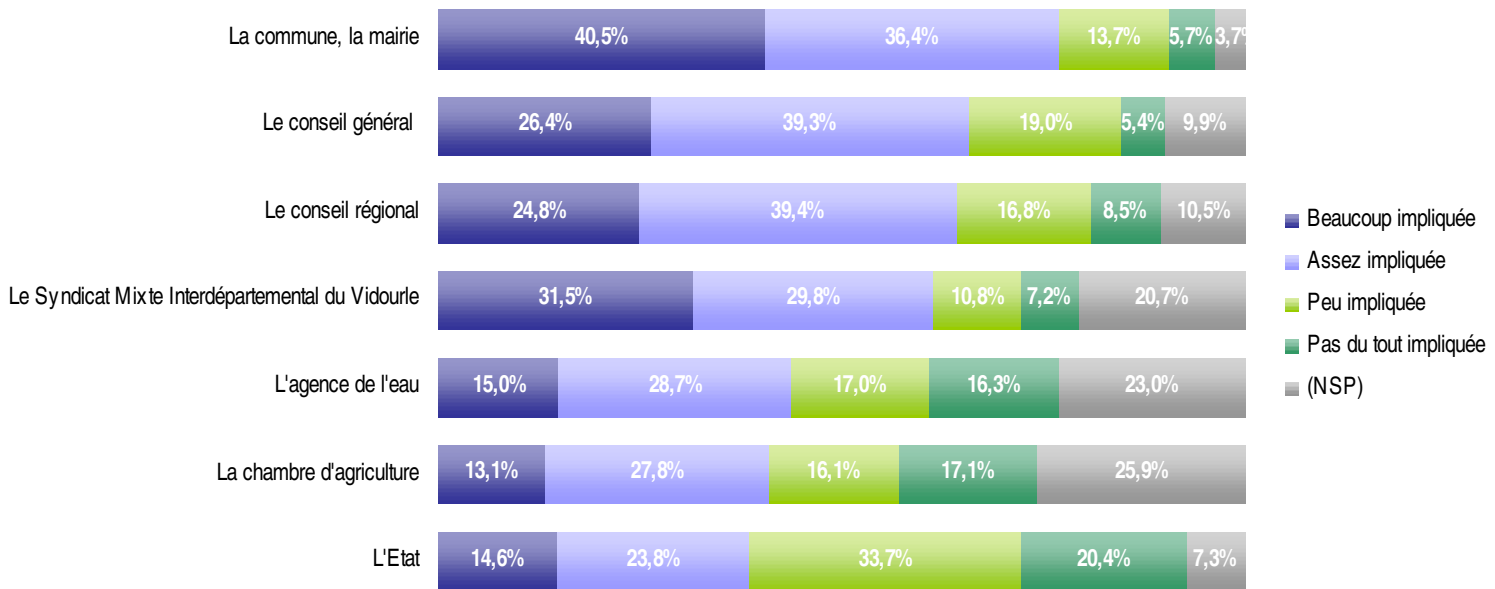
- les dispositifs de prévision et d'alerte et les travaux de protection qui obtiennent des scores supérieurs ou égaux à 40%
- la maîtrise réglementaire des zones inondables et les mesures techniques, pour lesquelles on compte deux fois moins de personnes informées.

Concernant les deux premières mesures (dispositifs de prévision et travaux de protection), les personnes habitant les zones les moins dangereuses sont significativement plus nombreuses à s'estimer « pas du tout informées » (respectivement 34% soit 15 points au-dessus de la moyenne et 37% soit 12 points au-dessus de la moyenne). A l'inverse, les individus fortement exposés au risque s'estiment plus souvent « plutôt bien informés » que la moyenne en matière de dispositifs de prévision des crues (53% soit 9 points au-dessus de la moyenne).

D'autres écarts significatifs apparaissent selon l'âge des répondants. Ainsi, 32% des 65 ans et plus s'estiment plutôt bien informés de la maîtrise réglementaire des zones inondables contre 24% au total. Concernant les mesures techniques sur les habitations, les 65 ans et plus sont significativement moins nombreux à s'estimer « mal informés » (20% contre 33% au global).

- ✓ Je vais vous citer des organisations publiques. Pour chacune d'elle, pouvez-vous me dire si vous la jugez beaucoup, assez, peu ou pas du tout impliquée dans les projets visant à réduire les risques d'inondation ?

Base : Population totale – 501 individus.



Concernant les organismes publics, ce sont les collectivités locales qui sont jugées les plus impliquées dans les projets visant à réduire les risques d'inondations.

La commune est en tête avec plus des ¾ des personnes interrogées la jugeant « assez » ou « beaucoup » impliquée.

Le conseil général, le conseil régional et le Syndicat du Vidourle sont perçus comme impliqués par environ 2/3 des individus.

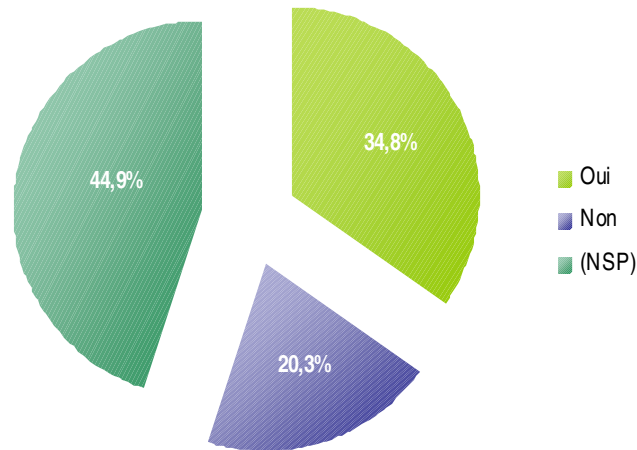
Parallèlement, l'Etat, la Chambre d'Agriculture et l'Agence de l'Eau sont perçus comme les moins impliqués.

Des différences de jugement sont observées selon l'âge :

- Le conseil régional est peu impliqué dans les différents projets selon de nombreux jeunes (18 à 34 ans)
- Le Syndicat du Vidourle est jugé assez impliqué pour une large part des personnes de la tranche intermédiaire (35-64 ans) mais est mal jugé par le 3<sup>ème</sup> âge (très faible proportion de « beaucoup impliqué »)
- L'agence de l'eau inspire une image moins sévère que la moyenne chez le 3<sup>ème</sup> âge, sans doute par manque d'information sur sa fonction réelle.
- A contrario, peu de seniors estiment que la Chambre d'agriculture et l'Etat sont « assez impliqués » dans les projets.

✓ *Votre commune est-elle dotée d'un plan communal de sauvegarde ?*

Base : Population totale – 501 individus.

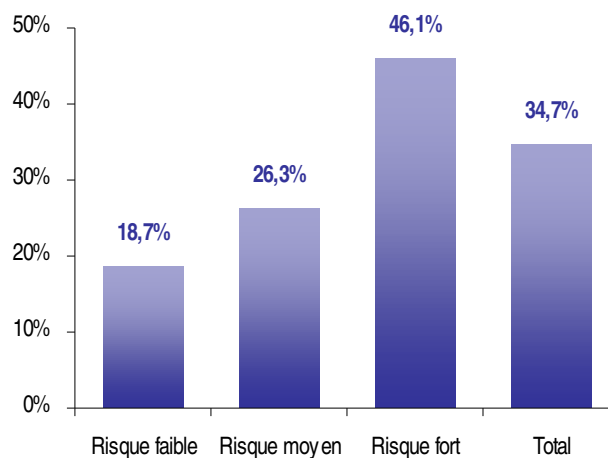


Une personne sur deux n'est pas en mesure de se prononcer quant à l'existence ou non d'un plan de sauvegarde sur leur commune.

Les chiffres varient de façon significative selon le niveau de risque de la zone d'habitation :

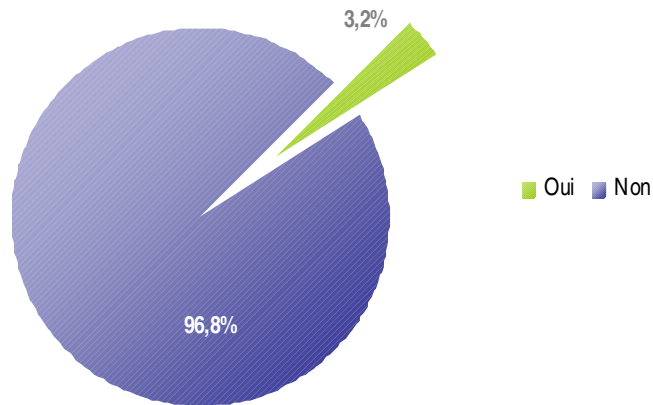
- Sur les personnes ayant répondu « Oui », les personnes fortement exposées sont 2,5 fois plus nombreuses que les habitants de zones à risque faible.
- A l'inverse, concernant les réponses « Non », il existe un rapport de 1 à 2,7 en faveur des habitants faiblement exposés au risque.

➔ **Existence d'un plan de sauvegarde communal selon la zone de risque de la commune**



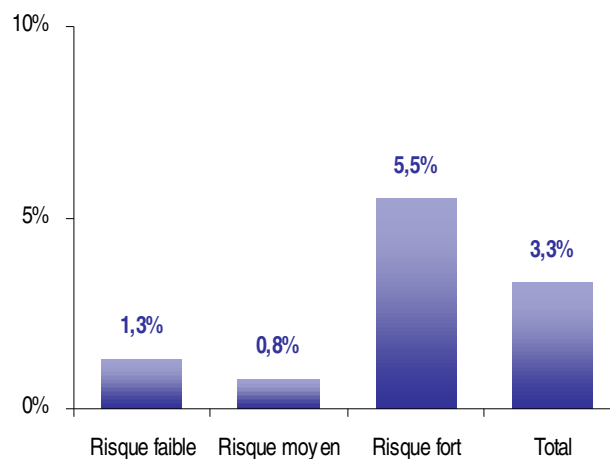
✓ *Appartenez-vous à une association de sinistrés ?*

Base : Population totale – 501 individus.



Entre 3 et 4% des répondants appartiennent à une association de sinistrés. Il est intéressant de noter que les habitants de zones particulièrement vulnérables (risque fort) adhèrent à de telles organisations à hauteur de 5,5%.

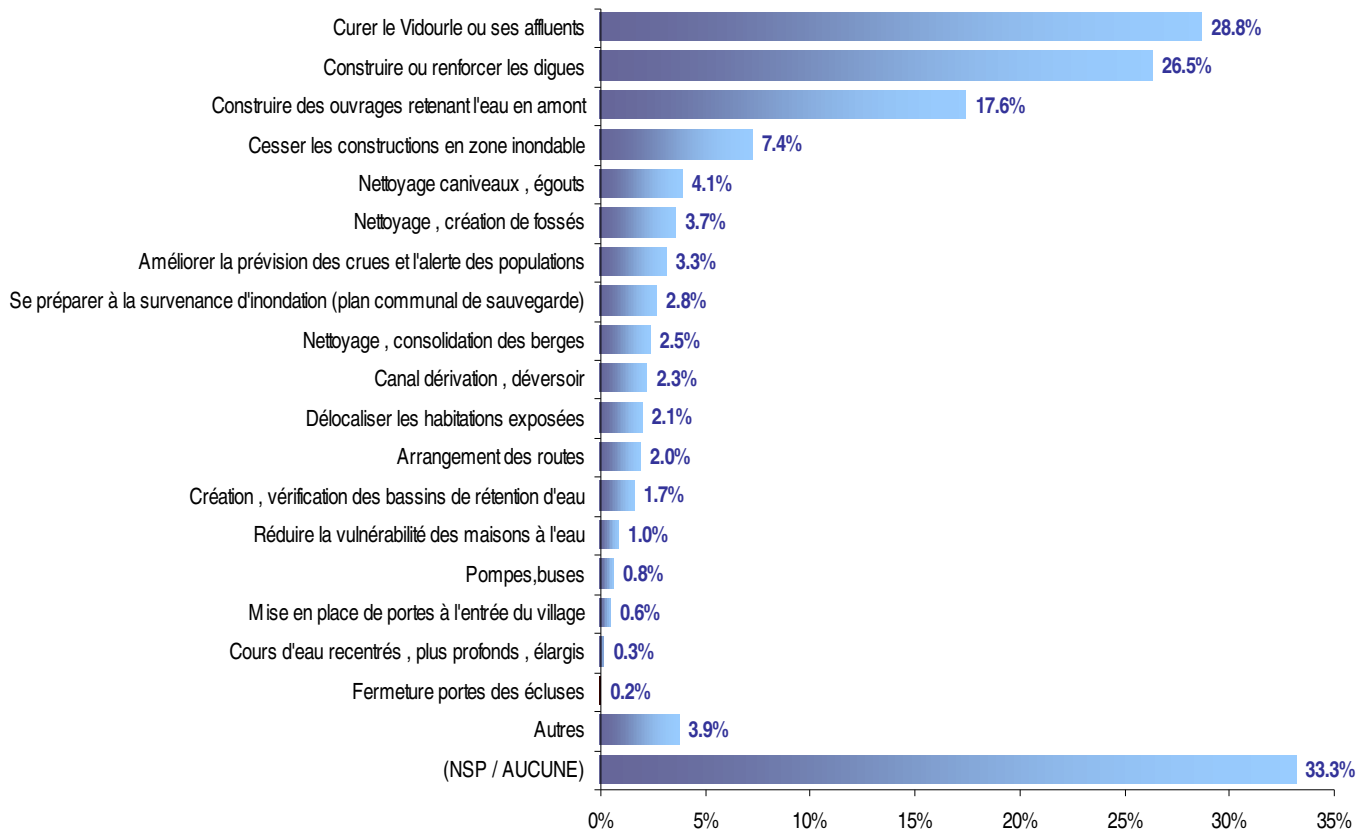
➔ **Appartenance à une association de sinistrés selon la zone de risque de la commune**



## 5 MESURES PRISES SUITES AUX INONDATIONS

- ✓ *Pouvez-vous me citer une ou des mesures prises ou envisagées pour réduire le risque d'inondation dans votre commune ?*

Base : Population totale – 501 individus.



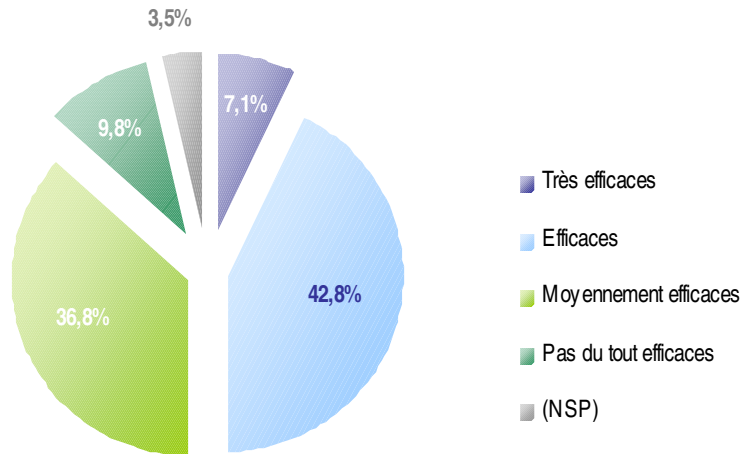
Les premières mesures à prendre pour réduire le risque d'inondation qui viennent spontanément à l'esprit des répondants concernent des actions directes sur le fleuve (curer le fleuve et les affluents, renforcement / construction de digues, travaux pour retenir l'eau en amont). Ces trois types de mesures sont citées spontanément par 15 à 30% des interviewés.

Les autres projets ou actions ne dépassent pas 8% des citations.

On peut relever également qu'un tiers des répondants n'ont pas été en mesure de citer une action de visant à réduire les risques.

✓ *Globalement, vous jugez ces mesures ?*

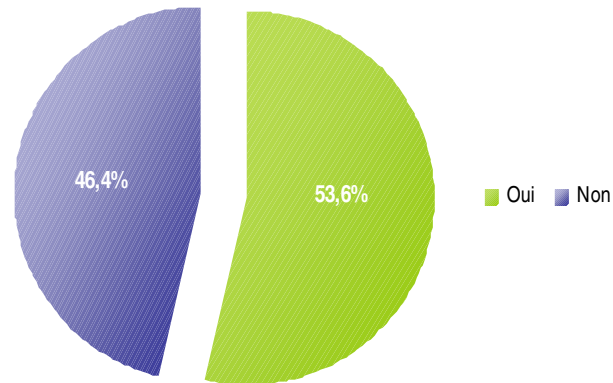
*Base : Les personnes ayant cité au moins une mesure prise ou envisagée pour réduire le risque d'inondation dans leur commune – 333 individus.*



Les différentes mesures citées précédemment sont jugées efficaces ou très efficaces par la moitié des répondants et ce, quels que soient les critères étudiés.

- ✓ *Après avoir vécu une inondation, avez-vous pris des mesures de protection de votre habitation ?*

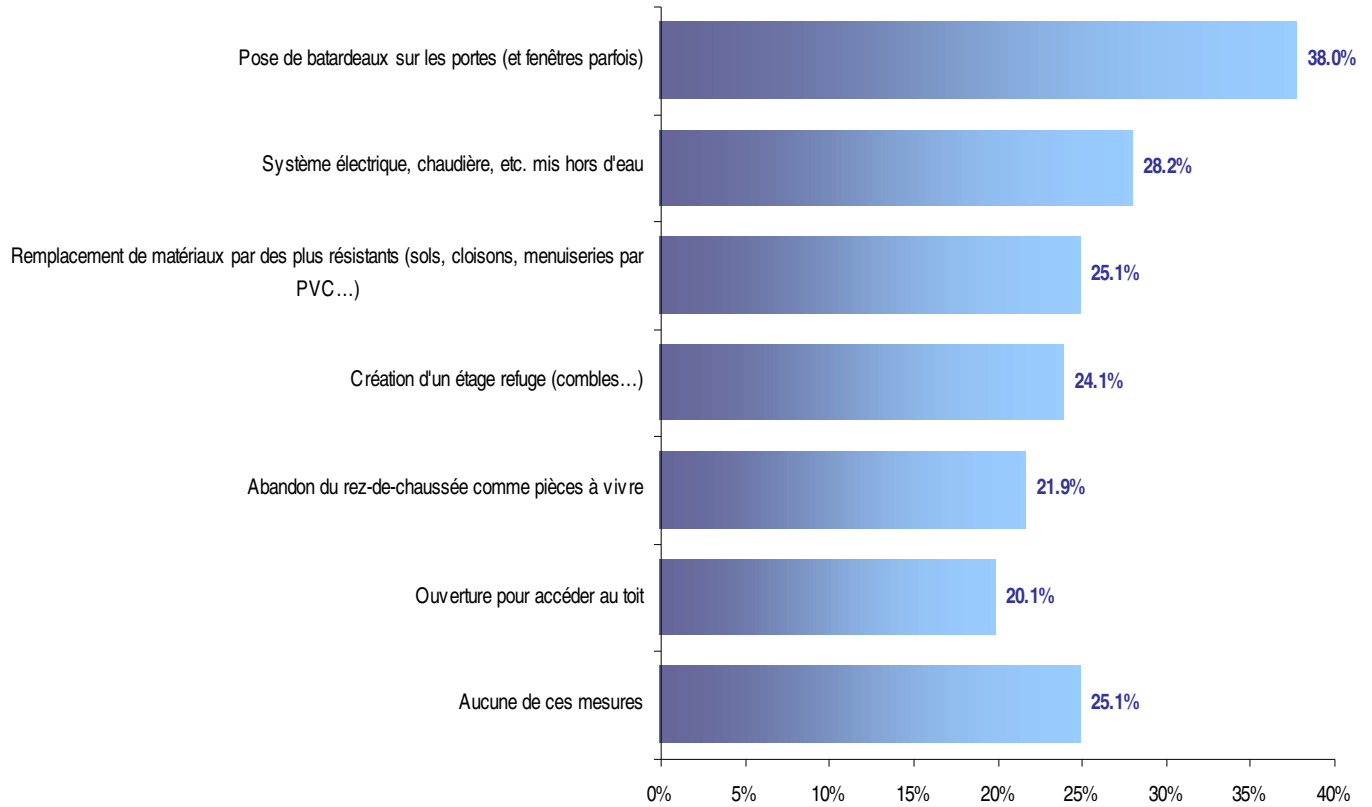
*Base : Population totale – 501 individus.*



Après avoir vécu un sinistre, la majorité des personnes ont pris des mesures afin de protéger leur logement, tous âges, statuts par rapport l'habitation et niveaux d'exposition au risque confondus.

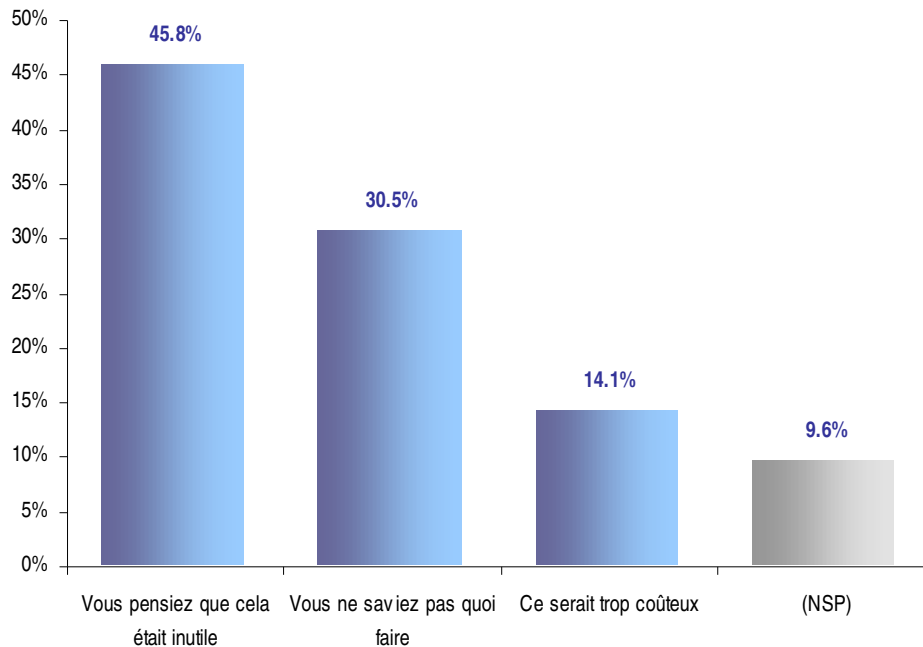
✓ **Lesquelles ?**

Base : Les personnes ayant pris des mesures de protection de leur habitation, après avoir vécu une inondation – 100 individus.



✓ *Principalement, diriez-vous que n'avez pas pris de mesure parce que ... ?*

Base : Les personnes n'ayant pris aucune mesure de protection de leur habitation, après avoir vécu une inondation – 51 individus.



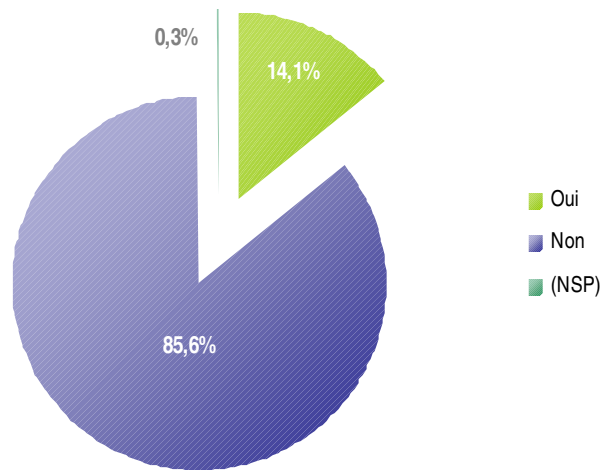
La principale raison pour laquelle certains habitants sinistrés n'ont pas entrepris d'aménagements particuliers, est qu'ils ont jugé ces travaux inutiles face à une inondation. Cet argument est évoqué par près de la moitié des personnes étudiées.

Près d'1/3 des personnes expliquent leur comportement par le fait qu'ils ne connaissaient pas les mesures personnelles à appliquer contre les inondations (inexpérience, non-considération du risque...).

Le frein purement financier n'apparaît qu'en dernière position, concernant moins de 15% des réponses.

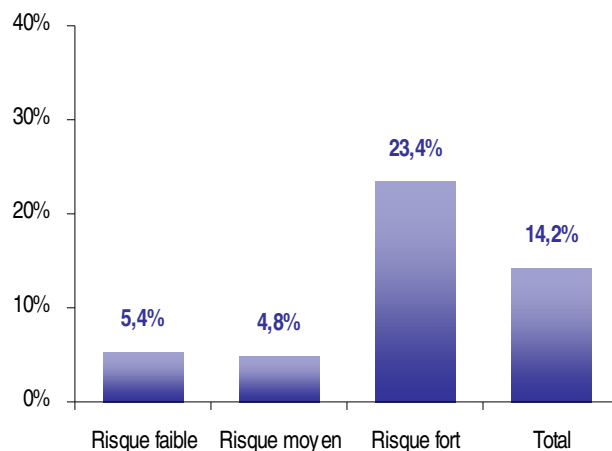
- ✓ *En temps normal, c'est-à-dire en dehors des périodes d'inondation, avez-vous reçu des consignes de conduite à tenir dans le cas où votre habitation serait inondée ?*

Base : Population totale – 501 individus.



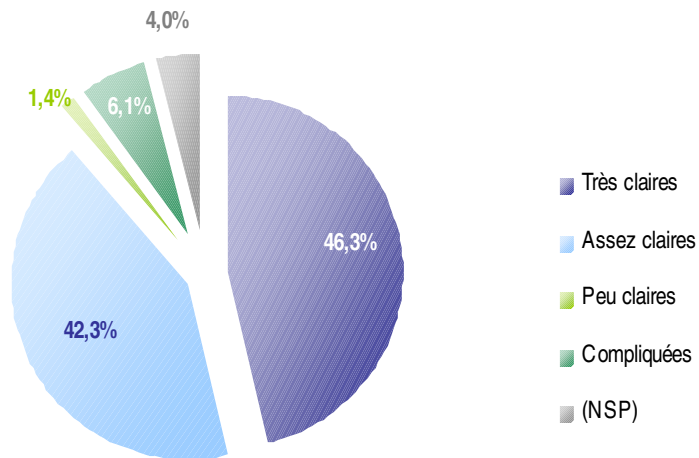
En moyenne, 14% des habitants interrogés ont déjà reçu des consignes de conduite à tenir en cas de crise. Mais cette proportion peut varier du simple au quadruple selon le degré d'exposition au risque : le ratio atteint en effet 23% chez les personnes vivant en zone à fort risque contre 5% pour les zones moins exposées (risque faible ou moyen).

➔ **Réception des consignes de conduite selon la zone de risque de la commune**



✓ *Les avez-vous trouvées ... ?*

*Base : Les personnes ayant reçu des consignes de sécurité en cas d'inondation – 73 individus.*



Près de 9 personnes sur 10 ayant déjà reçu des consignes de conduite à tenir en cas de crise les ont trouvées claires (« assez claires » / « très claires »).

Par ailleurs on n'observe pas de différence significative selon l'âge, le fait d'être propriétaire ou locataire de son logement ou d'habiter dans une zone plus ou moins exposée aux inondations.